

## COMMUNIQUÉ

### Elections législatives en République de Djibouti : APPEL À LA VIGILANCE

---

En République de Djibouti dont le régime est au pouvoir depuis plus de 35 ans, les opposants, les syndicalistes, les défenseurs des droits humains et les simples citoyens subissent une répression brutale qui s'intensifie à l'approche de chaque élection. Lors de la présidentielle d'avril 2011 qui a vu le président Ismael Omar Guelleh accéder à un troisième mandat, le bilan de cette répression a été le plus lourd de toute l'histoire du pays : plusieurs dizaines de jeunes manifestants tués, des centaines d'autres arrêtés et détenus durant des mois.

Dans ce contexte et face à une situation sociale désastreuse, les six partis politiques de l'opposition djiboutienne ont décidé pour la première fois depuis dix ans de participer aux élections législatives de février 2013 plutôt que de les boycotter. Daher Ahmed Farah, porte-parole de la coalition de ces six partis réunis au sein de l'USN (l'Union pour le Salut National), a d'ailleurs décidé de clore sa décennie d'exil en Europe pour rentrer au pays et mobiliser les électeurs. Dès son arrivée à Djibouti en janvier dernier, Daher Ahmed Farah a été emprisonné. Sous la pression populaire et de la communauté internationale, il a ensuite été libéré.

Depuis le début de la campagne électorale, la situation est tout à fait inédite à Djibouti où, pour la première fois, la population ose massivement descendre les rues pour réclamer le changement. Ce mercredi 20 février 2013, devrait se tenir à Djibouti le dernier meeting de campagne de l'opposition pacifique. Face à l'ampleur de la mobilisation citoyenne de ces dernières semaines, le régime a multiplié les provocations et menace d'interdire la tenue de ce dernier meeting. Un acte irresponsable qui pourrait bien sûr être lourd de conséquences sur le plan de la sécurité.

Par principe et sous peine de voir progressivement la situation dégénérer dans le pays et une région déjà particulièrement instable, l'Union européenne ne peut plus accepter de fermer les yeux sur les nombreuses violations commises à l'encontre des droits de l'Homme à Djibouti, au nom de la défense de ses propres intérêts stratégiques et commerciaux. L'Union européenne est le premier bailleur de fonds à destination de Djibouti. En décidant d'y renforcer sa présence, elle a également pris l'engagement formel d'y renforcer ses exigences en matière de respect des droits humains. C'est aujourd'hui qu'elle doit montrer à la population djiboutienne et aux citoyens européens qu'elle tient parole.

Pour l'heure, nous exprimons notre crainte vis-à-vis des menaces de plus en plus précises qui pèsent sur certains opposants et en particulier sur le porte-parole de la coalition pacifique et démocratique de l'opposition djiboutienne (USN), le belgo-djiboutien Daher Ahmed Farah autour de qui l'étau semble se resserrer depuis quelques heures. Nous faisons également auprès de l'Union européenne un appel à la vigilance sur la manière dont se dérouleront les élections de ce vendredi 22 février 2013 et sur l'évolution de la situation une fois les résultats connus.



**Ali DEBERKALE AHMED**

*Représentant de l'USN auprès de la Belgique et de l'Union européenne*

Contacts :

[alideberkale@gmail.com](mailto:alideberkale@gmail.com) / +32 471.211.432 / +475.22.66.05 / +32 2 851.85.53